

Règlement de Consultation

**Refonte du système d'information (SI) de
gestion financière et comptable (GFC) de
l'IMT**

25 IMT 03 AC

Date et heure limite de réception des offres :

19 février 2025 à 12 heures 00

Délai de rigueur

PRÉAMBULE	3
1 ACHETEUR PUBLIC	4
2 OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
3- RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE	5
4 PROCEDURE	8
5 AUTRES RENSEIGNEMENTS	9
ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE CONSULTATION	13
PLAN DU MEMOIRE TECHNIQUE	13

PRÉAMBULE

L'IMT **soutient l'innovation et le développement des entreprises**. Il forme pour l'économie près de **14 000 ingénieurs, managers et docteurs**. Il stimule la production de recherches créatrices de valeur : tous les ans, **50 brevets** sont déposés et près de **2000 publications de rang A** contribuent à la progression de la science. Enfin, il favorise l'entrepreneuriat et l'incubation de projets : chaque année, plus de **70 start-up** sortent des incubateurs de ses écoles.

Établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances, le spectre thématique et territorial de l'IMT est large.

À l'écoute permanente du monde économique, il conjugue une légitimité académique forte et séculaire à une proximité concrète avec les entreprises. **Acteur majeur du croisement entre les sciences et les technologies du numérique et de l'ingénieur**, il est porteur d'une excellence reconnue sur les transformations numériques, environnementales et énergétiques, industrielles et éducatives qui traversent le XXI^e siècle.

L'IMT est actif au sein des alliances nationales de programmation de la recherche et membre fondateur de l'Alliance Industrie du Futur. Par ailleurs, la qualité et l'intensité de sa recherche partenariale sont reconnues par deux labels Instituts Carnot attribués dès 2006, renouvelés en 2011.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction Générale de l'Institut) :

- **La Direction générale, située à Palaiseau**
- **Télécom Paris, située à Palaiseau**
- **IMT Atlantique, située à Nantes, Rennes et Brest**
- **IMT Nord Europe, située à Lille et Douai**
- **IMT Mines Albi, située à Albi**
- **IMT Mines Alès, située à Alès**
- **Institut Mines-Télécom Business School, située à Evry**
- **Mines Saint-Étienne, Située à Saint-Etienne et à Gardanne**
- **Télécom SudParis, Située à Evry et à Palaiseau**

1 Acheteur public

L'Institut Mines-Télécom (IMT) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, n° SIRET : 180 092 025 00154.

2 Objet et forme de l'accord-cadre

2.1 Objet de l'accord-cadre

Acquisition, intégration et maintenance d'une solution informatique budgétaire et comptable pour l'IMT (SI Finances).

2.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre s'exécute à partir :

- d'un ou de bons de commande pour les prestations prévues dans l'accord-cadre et conformément au bordereau de prix unitaires soit,

- de marchés subséquents pour les demandes spécifiques ayant besoin d'une description administrative et technique particulières entrant dans le périmètre de l'accord-cadre.

L'accord-cadre ne sera attribué qu'à un seul opérateur économique.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de **3 000 000 € HT** pour toute sa durée.

2.3 Décomposition en lots

L'accord-cadre n'est pas alloté car il ne comporte pas de prestations distinctes.

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas acceptées.

Prestation supplémentaire éventuelle non obligatoire (PSE) :

Le prestataire pourra proposer, en sus de sa réponse visant l'hébergement interne, au sein de l'IMT, un hébergement externe en argumentant les raisons justifiant ce choix. Dans ce cas Il devra présenter les deux options dans sa réponse à l'appel d'offres ; Option 1 pour le cas d'un hébergement interne à l'IMT et Option 2 pour le cas d'un hébergement externe garanti en Europe en détaillant les modalités : Lieu, prestataire (hébergeur), infrastructure, technologie, niveau de sécurité... (Voir Section 5 du Cahier des charges – Annexe 1 du CCTP).

Si la PSE est retenue par l'IMT, elle fera l'objet d'un bon de commande.

2.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

2.6 Code CPV

72200000-7 - Services de programmation et de conseil en logiciels

3- Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

3.1. Conditions relatives au marché :

3.1.1 - Cautions et garanties exigées :
Sans objet.

3.1.2 - Modalités essentielles de financement :
Financement sur fonds propres

3.1.3 - Forme juridique que devra revêtir le groupement de prestataires attributaire du marché

Les entreprises peuvent présenter leur candidature et leur offre sous forme de groupement d'entreprises conjoint ou solidaire.

L'un des prestataires est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Institut Mines-Télécom.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Si les membres d'un groupement solidaire souhaitent être payés sur des comptes séparés, la répartition des paiements entre les différents membres devra être précisée à l'acte d'engagement.

A défaut, le paiement sera effectué sur le compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

3.2 - Conditions de participation :

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement doit fournir les renseignements demandés ci-après.

Les candidats devront constituer un dossier de candidature comprenant :

3.2.1 - Statut juridique et capacité professionnelle - références requises :

Renseignements sur la situation juridique de l'entreprise :

- ❑ Une lettre de candidature (formulaire DC1), ou équivalent.
- ❑ (*A défaut de formulaire DC 1*) Une déclaration sur l'honneur du candidat, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique ou aux articles L 2141-7 à L 2141-10 du Code de la commande publique ; et notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- ❑ Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat

Le candidat retenu devra fournir, dans un délai de 7 jours francs à compter de la demande de l'Institut Mines-Télécom les justificatifs suivants :

- **Les pièces visées aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du Code de la Commande Publique :**
 - Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, dans les cas où ceux-ci ne peuvent être récupérés automatiquement par le département, conformément aux dispositions de l'article 113-14 du Code des Relations entre le Public et l'Administration
 - Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
 - Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés
 - Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.

Selon les pièces déjà transmises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché et toujours en cours de validité, l'acheteur ne sollicitera le candidat que pour les pièces manquantes.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

- **L'attestation d'assurance responsabilité civile et/ou décennale**

Dans le cas où ces justificatifs ne pourraient pas être produits dans le délai imparti par le candidat retenu, l'offre sera rejetée et le candidat éliminé.

L'Institut Mines-Télécom se réserve la possibilité de retenir le candidat ayant présenté l'offre classée immédiatement après au regard des critères de jugement.

Les organismes ou sociétés non soumis à l'une des obligations fiscales doivent impérativement le signaler.

Si le candidat retenu a fourni ces justificatifs à l'appui de sa candidature, il ne sera pas tenu de les transmettre à nouveau lors de l'attribution.

L'attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Les candidatures multiples sont interdites. Les candidats se présenteront seuls ou en groupement. En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les documents ci-dessus exigés.

Les offres des candidats sont rédigées entièrement en langue française et exprimées en euros.

3.2.2 - Capacités économique et financière - références requises :

- ✓ La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la déclaration concernant les services auxquels se réfèrent le marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices
- ✓ La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

3.2.3 - Capacité technique - références requises :

- ✓ Des références pour des prestations similaires.

3.2.4 – Documents accessibles par l'Institut Mines-Télécom

Conformément aux dispositions de l'article R 2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://declarants.e-attestations.com>

3.2.5 – Candidature sous forme de document unique de marché européen électronique

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen électronique établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R 2143-3 du code de la commande publique. Dans ce cas, il est précisé que l'Institut Mines-

Télécom n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Le DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

3.3 - Conditions propres aux marchés de services :

3.3. 1. - Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?

Non

3.3.2 - Les candidats sont-ils tenus d'indiquer les noms et l'expérience professionnelle des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ?

Oui

4 Procédure

4.1 – Procédure de consultation

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2161-2 et suivants du Code de la Commande publique.

4.2 - Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés ?

Non

4.3 - Justification du choix de la procédure accélérée :

Sans objet

4.4 - Retrait du dossier de consultation dématérialisé

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.5 - Critères d'attribution :

L'accord-cadre sera attribué au prestataire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- 1) **Prix des prestations (35%)** analysé sur la base du DQE
- 2) **Valeur technique (65%)** se décomposant de la façon suivante :
 - La couverture fonctionnelle et technique au regard de la grille de fonctionnalité (35%)

- L'organisation et méthodologie mise en place pour le déploiement de la solution (15%)
- L'adéquation des moyens humains affectés à l'exécution des prestations (15%)

Conformément aux articles L 2125-1 et R 2162-2 du code de la commande publique, le marché subséquent 1 (MS1) sera attribué en même temps que l'accord-cadre.

L'Institut Mines-Télécom peut demander des précisions aux candidats sur la teneur de leur offre sans que cela ne modifie les éléments essentiels de celle-ci.

4.6 – Négociations

Sans objet

4.7 - Renseignements d'ordre administratif :

4.7.1 - Date limite de réception des offres : **19 Février 2025 à 12H00- délai de rigueur**

4.7.2 - Langue devant être utilisée dans l'offre : Français

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.7.3 - Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Durant cette période, le candidat s'engage à signer le marché avec l'Institut Mines-Télécom si son offre était retenue.

5 Autres renseignements

5.1 - Contenu du dossier de consultation :

- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes 1 – Plan de mémoire technique et 2 (grille des besoins fonctionnels et techniques)
- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre (AE) et son annexe 1 - Bordereau de Prix Unitaire (BPU).
- Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) de l'accord-cadre
- L'acte d'engagement du marché subséquent 1 (MS1) et son bordereau de prix
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières de l'accord-cadre (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché subséquent 1

5.2 – Modification des dossiers de consultation

L'Institut Mines-Télécom se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.3 - Modalités de remise des candidatures et des offres dématérialisées

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation.

A l'intérieur du pli, se trouvent les pièces relatives à la candidature et les pièces relatives à l'offre.

Les pièces relatives à la candidature de l'entreprise, sont celles définies à la section 3.2 du présent règlement de consultation.

L'offre se compose des pièces ci-dessous énumérées :

- ❑ L'Acte d'engagement de l'accord-cadre (AE) et son annexe 1 - Bordereau de Prix Unitaire (BPU)
- ❑ Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE).
- ❑ L'acte d'engagement du marché subséquent 1 (MS1) et son bordereau de prix (DPGF)
- ❑ Le mémoire technique du prestataire présenté **impérativement** selon l'annexe 1 du règlement de consultation (RC) (Plan de mémoire technique).
- ❑ La grille de fonctionnalités dûment renseignée

Aucune signature n'est requise pour les documents de la candidature et de l'offre lors du dépôt du pli (à l'exception de l'habilitation du mandataire par ses co-traitants, mais qui ne sera demandée, le cas échéant, qu'en fin de procédure si l'attributaire est constitué en groupement).

Adresse à laquelle les plis doivent être envoyés :

Par voie électronique exclusivement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.4 – Conditions de la dématérialisation

Seules les offres électroniques seront acceptées.

Les offres papier ne seront pas analysées et seront automatiquement éliminées.

Les soumissionnaires devront obligatoirement répondre sous forme dématérialisée et devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip
- Portable Document Format .pdf
- .docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office)
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, ...

En cas de format différent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

5.4.1- Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation et des conditions générales d'utilisation de la salle des consultations du site web <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les candidats doivent anticiper leur dépôt, la date limite de remise des plis s'appréciant à la date de fin de transmission du dernier fichier.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Toute opération effectuée sur le site PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre l'offre sur la plate-forme PLACE, les candidats pourront s'adresser au support directement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.4.2 - En cas de programme informatique malveillant ou « virus »

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la

réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Parallèlement à l'envoi électronique, le candidat peut effectuer, à titre **de copie de sauvegarde**, une transmission supplémentaire sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB).

Ce pli scellé comporte obligatoirement le numéro du marché, le nom du candidat et la mention : « *copie de sauvegarde* ».

Cette copie est envoyée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre récépissé à l'adresse suivante :

Institut Mines-Télécom
Direction juridique
19 Place Marguerite Perey,
91120 Palaiseau

Elle ne peut être prise en considération que si elle est parvenue à l'Institut Mines-Télécom avant la date limite de remise des offres.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- si la candidature ou l'offre informatique n'est pas parvenue dans les délais,
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'Institut Mines-Télécom s'il n'est pas ouvert.

5.5 – Litiges

Si le candidat estime que l'Institut Mines-Télécom a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes par l'introduction d'un référé précontractuel auprès du Tribunal spécialisé à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature de l'accord-cadre ;

Les coordonnées du tribunal compétent pour connaître des contestations relatives aux obligations de publicité et de mise en concurrence de la présente procédure sont

Tribunal administratif Versailles 78000
56 avenue de Saint-Cloud
78011 Versailles Cedex

Téléphone : 01 39 20 54 00

Email : greffe.ta-versailles@juradm.fr

L'Institut Mines-Télécom doit en être avisé par tout moyen permettant de donner date certaine.

Annexe 1 au Règlement de consultation

Plan du mémoire technique

Le « Mémoire technique » est destiné à recueillir les éléments de l'offre technique du candidat en support de sa réponse à la consultation. Les critères de sélection des offres sont pondérés sur la qualité des réponses aux questions posées sur les différents chapitres.

Ce document constitue aussi l'ossature des prestations et services, objets de l'engagement du titulaire pendant toute la durée du contrat.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le cadre de réponse est **un document particulier constitutif du marché et que toutes les affirmations et engagements, qui y sont consignés, sont contractuels et deviennent exécutoires.**

Le candidat répond impérativement à toutes les questions posées en explicitant de façon concise ses réponses.

Le cadre de réponse du mémoire technique est composé des chapitres 1 à 5 :

Chapitre 1 : Présentation de l'équipe pressentie pour l'exécution des prestations

Le candidat fournit les CV détaillés de toutes les personnes ressources de l'équipe dédiée à l'exécution du marché.

Il décrit leurs compétences et leurs références sur les 3 dernières années dans les domaines d'expertise objet du marché et notamment :

- la conduite et la réalisation de travaux de mise en œuvre de SI Finances dans un établissement d'enseignement supérieur public soumis à la réglementation GBCP,
- la connaissance du secteur de l'Enseignement Supérieur et de la recherche et en particulier des Grandes Ecoles d'Ingénieur

Chapitre 2 : Présentation détaillée de la solution proposée (outil)

Le candidat présentera les détails de sa solution répondant CCTP:

- Sa compréhension du besoin : compréhension du projet, de sa problématique et de ses enjeux.
 - Sa proposition de solution fonctionnelle, technique et de sécurité.
 - Sa proposition de couverture fonctionnelle
- Le candidat remplira à cet effet la grille des besoins fonctionnels (annexe 2 au présent RC)***
- Ses connaissances antérieures au titre de la propriété intellectuelle
 - La liste des logiciels qui seront livrés à l'IMT ainsi que le régime applicable à ceux-ci.

Prestation supplémentaire éventuelle non obligatoire (PSE) :

Le prestataire pourra proposer, en sus de sa réponse visant l'hébergement interne, au sein de l'IMT, un hébergement externe en argumentant les raisons justifiant ce choix. Dans ce cas Il devra présenter les deux options dans sa réponse à l'appel d'offres ; Option 1 pour le cas d'un hébergement interne à l'IMT et Option 2 pour le cas d'un hébergement externe garanti en Europe en détaillant les modalités : Lieu, prestataire (hébergeur), infrastructure, technologie, niveau de sécurité... (Voir Section 5 du Cahier des charges – Annexe 1 du CCTP).

Si la PSE est retenue par l'IMT, elle fera l'objet d'un bon de commande.

Le candidat présente l'ensemble des livrables constituant sa réponse aux besoins exprimés et la démarche qualité associée à la bonne exécution du marché.

Chapitre 3 : Organisation/Comitologie, Méthodologie

Le candidat présente d'une manière détaillée, l'organisation / la comitologie, la méthodologie, pour l'exécution des prestations.

Le candidat indiquera s'il dispose de sa propre équipe de développement pour assurer le bon déroulement du projet, de la TMA, de la formation et de l'exploitation/hébergement le cas échéant.

Chapitre 4 : Evaluation financière des prestations

Le candidat renseigne le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) de l'acte d'engagement du présent accord-cadre ainsi que le Devis Quantitatif Estimé (DQE).

Le DQE n'a pas de valeur contractuelle, il sert uniquement à l'analyse du critère prix.

Le devis quantitatif estimatif précise notamment les moyens que le titulaire compte mettre en œuvre.

Les unités d'œuvre concernées par les prestations sont celles identifiées au bordereau de prix unitaires.

Chapitre 5 – Marché subséquent 1

Le marché subséquent 1 sera attribué en même temps que l'accord-cadre.

Le candidat présente le détail de sa proposition pour le Marché Subséquent 1 (MS1) :

- Le chiffrage de chaque point de fonction (DPGF – annexe 1 à l'acte d'engagement du marché subséquent 1).
- Le Planning de mise en œuvre de ce premier marché subséquent (MS1).